



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Collection « Mémoire et Citoyenneté » n° 37

# "OPÉRATION LÉOPARD"

## Une intervention humanitaire Kolwezi 17 mai-16 juin 1978



DIRECTION DE LA MÉMOIRE, DU PATRIMOINE ET DES ARCHIVES

Dans le cadre du respect des accords de défense, de coopération ou d'assistance signés avec des pays étrangers, la France s'engage à intervenir hors de ses frontières. En 1978, elle dispose ainsi d'une force d'intervention de 20 000 hommes composée de la 11<sup>e</sup> division parachutiste (11<sup>e</sup> DP), de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine (9<sup>e</sup> DIMa.) et de forces navales et aériennes. Les régiments professionnels de la 11<sup>e</sup> DP sont alternativement mis en alerte, alerte baptisée "Guépard", afin d'être projetés sans préavis suivant les besoins.

La France signe en 1975 avec le Zaïre, ex-Congo belge, un protocole de coopération militaire qui prévoit assistance et formation. L'opération "Léopard" menée dans ce cadre, en 1978, par le 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes (2<sup>e</sup> REP) de la 11<sup>e</sup> DP à Kolwezi est un exemple caractéristique d'intervention rapide et adaptée pour répondre à une crise limitée.

La crise de Kolwezi est une crise régionale et inter-étatique à la dimension humanitaire évidente qui s'inscrit dans le contexte de la Guerre Froide. La plupart des pays d'Afrique se rapprochent de l'un ou de l'autre des deux blocs. Les adversaires du général Mobutu, président du Zaïre, sont soutenus par l'Angola, pays de la mouvance soviétique, tandis que le général Mobutu, pro-occidental, apporte son aide à l'opposition angolaise.

Au début du mois de mai 1978, les héritiers des "Tigres katangais", opposants au président zaïrois et partisans de la sécession du Shaba, ex-Katanga, exilés en Angola depuis 1963, investissent cette région. Le Shaba est une région minière méridionale du Zaïre dont la principale ville est Kolwezi, agglomération stratégique en raison de sa proximité avec la Zambie et la richesse de son sous-sol qui renferme du cuivre et du cobalt. Près de 2 500 Européens, essentiellement des Français et des Belges dont beaucoup travaillent pour une entreprise minière, la Gecamines, et environ 100 000 Zaïrois vivent dans cette ville de 40 km<sup>2</sup>.

Kolwezi tombe le 13 mai. Les rebelles se livrent immédiatement aux premiers pillages et aux premiers massacres. Dès le lendemain, le général Mobutu appelle la communauté internationale à l'aide : les États-Unis ne veulent pas s'engager ; la Belgique hésite à le faire.

Dans le même temps, l'ambassadeur de France, M. André Ross, et le chef de la mission française d'assistance militaire, le colonel Gras, informent Paris des événements et demandent à plusieurs reprises au gouvernement français d'intervenir pour arrêter les massacres. Parallèlement, inquiète pour sa sécurité, la communauté belge du Shaba fait de même auprès de la Belgique.

Dans l'urgence, le colonel Gras pousse le général Mobutu à envoyer des éléments du 311<sup>e</sup> bataillon parachutiste, formé par des instructeurs

## Les accords de défense :

De tous temps, la France a signé des accords de défense avec des pays étrangers par lesquels elle s'engage à participer, sous différentes formes, à leur défense. Même si ces accords contiennent souvent des clauses très proches, chacun d'entre eux est spécifique au pays concerné.

Au XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les accords de défense signés par la France le sont essentiellement avec des pays européens. Après la vague de décolonisation du début des années 1960, ces accords de défense sont en grande majorité signés avec des pays africains appartenant principalement à la communauté francophone, comme la République centrafricaine et le Tchad (1960), le Zaïre (1974) ou la République de Djibouti (1977). Ces accords se traduisent par des coopérations avec les armées de ces pays, dans les domaines de la formation des cadres, de l'organisation des forces, de la fourniture de matériel, mais aussi de la présence de détachements de forces militaires françaises sur le territoire des pays signataires.

Depuis la fin de la Guerre Froide les accords de défense ratifiés par la France sont moins nombreux. Elle signe en revanche de plus en plus d'accords de coopération militaire ou d'accords de garantie de sécurité, notamment avec les pays de l'est de l'Europe.

La signature de tels accords par la France dépend de l'analyse de ses intérêts stratégiques, des conditions de la sécurité internationale propres à la région dans laquelle se trouve le pays avec lequel la France envisage de signer un accord et du poids des obligations que prévoit cet accord.

français, pour tenir le pont de Lualaba, point de passage obligé entre le Shaba et le reste du pays.

La situation ne cesse cependant d'empirer à Kolwezi. Alors que les exactions commises par les rebelles se multiplient, la situation militaire est de plus en plus confuse : Mobutu tente, mais sans succès, de reprendre la ville avec les éléments restants du 311<sup>e</sup> bataillon parachutiste largués sur zone ; les éléments de ce même bataillon déjà envoyés pour tenir le pont de Lualaba dépassent leur objectif et s'emparent de l'aéroport de Kolwezi.

Malgré la difficulté d'évaluer précisément le volume des Katangais, une opération choc, basée sur la surprise produite par l'arrivée de plusieurs centaines de parachutistes dans la ville, semble pouvoir réussir. Le président Giscard d'Estaing prend donc la décision de faire intervenir une unité parachutiste. En mai 1978, le 2<sup>e</sup> REP, commandé par le colonel Erulin, est de "Guépard". La date de cette opération est fixée au 20 mai.



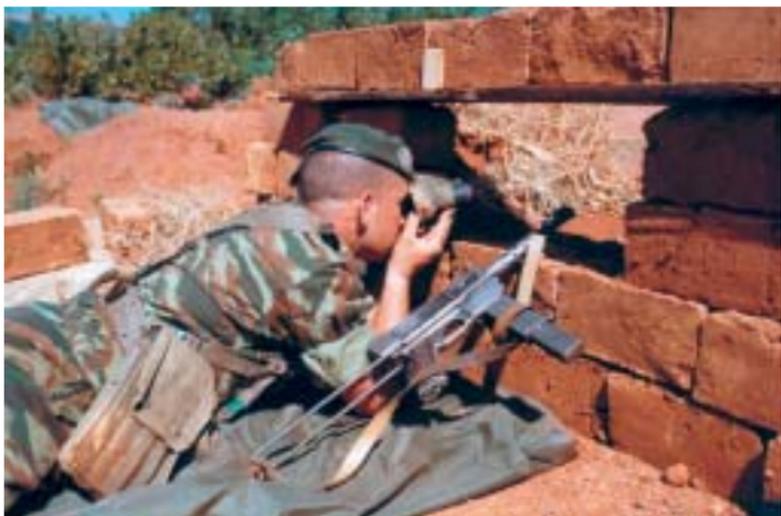
© ECPAD France

La section de mortiers se met en position.

Mis en alerte, le 17 mai, le 2<sup>e</sup> REP embarque à Solenzara sur un DC 8 français et des avions gros porteurs américains dans la nuit du 17 au 18 et arrive à Kinshasa, la capitale du Zaïre, quelques heures plus tard, avec mission de sauter sur Kolwezi pour sauver les Européens.

Le 18, tandis que les Belges hésitent toujours sur la nécessité d'une action, les forces zaïroises interceptent un message des rebelles indiquant qu'ils se préparent à quitter Kolwezi en emmenant les Européens, après avoir détruit les installations industrielles. Il faut faire vite. Les colonels Gras et Erulin fixent immédiatement les détails de l'opération : dès le lendemain, équipés de parachutes américains et transportés par cinq avions, un Transall C160 français et quatre Hercules C130 zaïrois, les légionnaires sauteront en deux vagues sur Kolwezi, en début d'après-midi et en fin de journée.

Poste de guet en périphérie de Kolwezi.



© ECPAD France

Les 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> compagnies du 2<sup>e</sup> REP et une partie de l'état-major de la première vague sautent sur le terrain désaffecté d'un petit aéroclub situé au nord de la vieille ville avec pour mission de sécuriser cette partie de Kolwezi. En une heure, malgré la résistance de groupes isolés, la situation est maîtrisée.

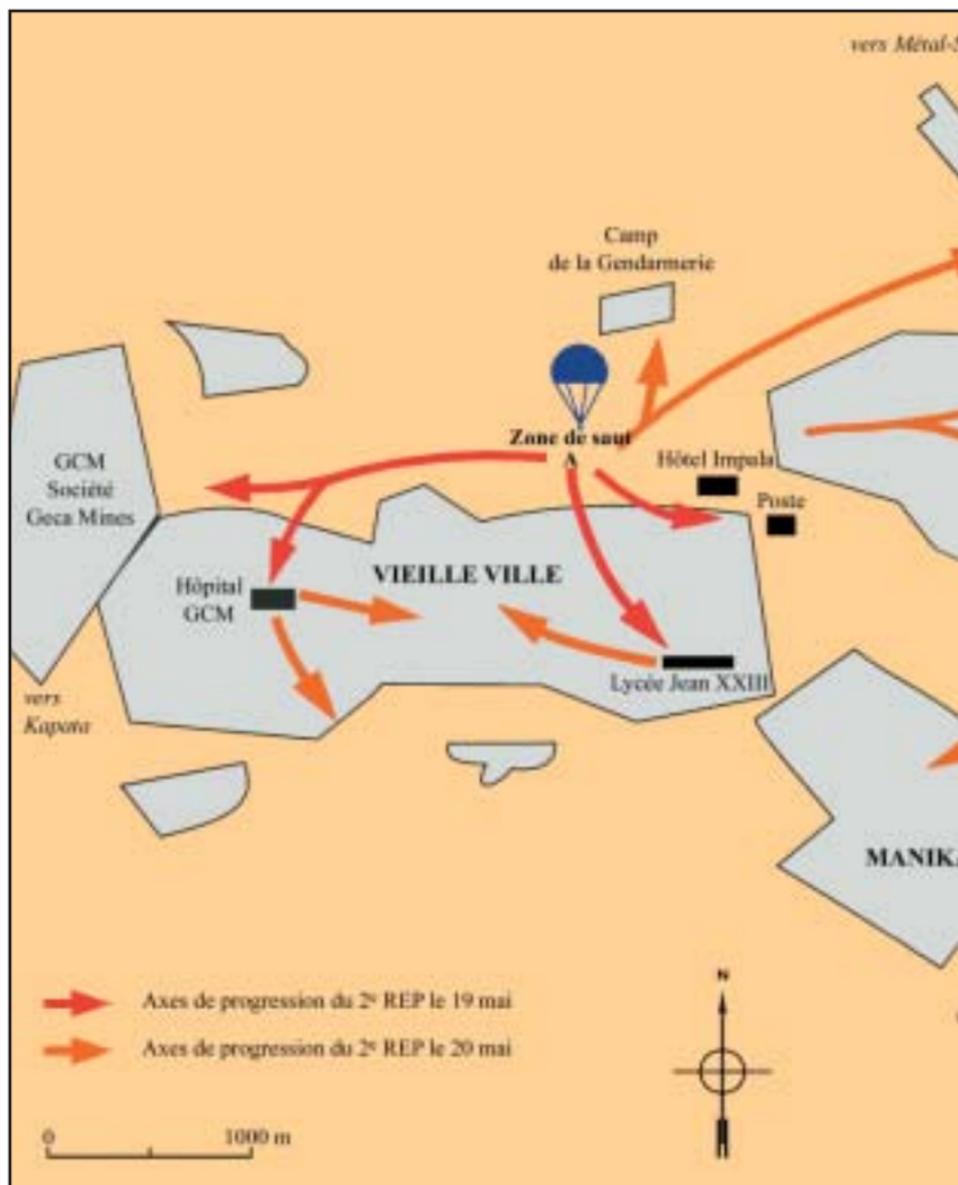
La 4<sup>e</sup> compagnie du 2<sup>e</sup> REP, le PC principal, la section d'éclairage, la section de mortiers et les éléments de la mission d'assistance militaire de la seconde vague sont transportés par un DC10 zaïrois à Kamina où, après avoir largué la première vague, les avions viennent les récupérer. Leur embarquement ayant été retardé par l'arrivée de parachutistes belges envoyés au Zaïre pour rapatrier leurs compatriotes, ils sont largués le 20 au matin à l'est de Kolwezi avec mission de sécuriser la ville nouvelle et le secteur nord. Appuyés par leurs camarades déjà présents en ville, les légionnaires prennent le contrôle de Kolwezi, au prix de violents combats autour de l'hôtel Impala, siège du quartier général des rebelles, et de l'hôpital.

Le 20 au soir, la totalité de Kolwezi est sécurisée. Les parachutistes belges y arrivent au même moment. En moins de trois jours, en raison de la panique qui s'empare de l'ensemble de la population blanche de la ville, tous les Européens sont finalement évacués par les Belges, essentiellement vers Kinshasa.



Des enfants belges accueillent des légionnaires avant d'être évacués.

Les légionnaires sont désormais chargés de la sécurité d'une ville vidée de sa population européenne, dont les rues sont jonchées de près de 900 cadavres, où la population zaïroise attend aide et assistance. Ils poussent des reconnaissances dans les villages aux alentours où les Katangais se sont rassemblés afin de les obliger à abandonner le



Plan de Kolwezi.



terrain. Après des combats parfois intenses, notamment à Kapata ou à Luala, les rebelles ne tardent pas à se replier en Angola, abandonnant une grande quantité de leur matériel.

Le bilan de l'opération est lourd : pour les militaires, 5 tués et 20 blessés au 2<sup>e</sup> REP, 6 disparus à la mission militaire française, 1 tué pour les parachutistes belges, 14 tués et 8 blessés au 311<sup>e</sup> bataillon parachutiste zaïrois, et enfin près de 250 Katangais tués et 160 prisonniers. Pour les civils, environ 120 Européens sont tués et plus de 2 000 sauvés. Près de 500 Zaïrois, civils et militaires, ont été tués. De nombreuses armes lourdes et plusieurs centaines de fusils sont récupérés.

Une force africaine composée du Maroc, du Gabon, de la Côte-d'Ivoire, du Sénégal et du Togo, équipée par la France et transportée par les Américains jusqu'à Lubumbashi, prend le relais des Français au Shaba au milieu du mois de juin 1978.



En juin, les Français passent le relais à la force africaine.

Si l'opération "Léopard" rétablit la sécurité au Zaïre, il faut plusieurs années pour que la région du Shaba, et particulièrement Kolwezi, retrouve une activité économique équivalente à celle d'avant la crise de 1978.

À l'issue de l'opération sur Kolwezi, deux conclusions s'imposent : si les moyens de projection dont disposent les forces françaises sont insuffisants sur longue distance, les opérations, aéroportées ou non, menées par des troupes professionnelles sont très efficaces. Le processus de professionnalisation des forces armées déjà amorcé va donc s'accélérer avec la création, en 1983, de la force d'action rapide (FAR) puis, à partir de 1997, avec le passage à une armée de métier.



### Le 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes :

Formé à Sétif en Algérie le 1<sup>er</sup> octobre 1948, le 2<sup>e</sup> bataillon étranger de parachutistes (2<sup>e</sup> BEP) prend part, à partir d'octobre 1949, à la guerre d'Indochine, combattant notamment à Diên Biên Phû (1954). Fin 1955, le bataillon rentre en Algérie où il prend ses quartiers à Philippeville.

Complété par le 3<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes, le 2<sup>e</sup> BEP se transforme, le 1<sup>er</sup> décembre 1955, en 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes (2<sup>e</sup> REP). Il participe à toute la guerre d'Algérie au sein de la 25<sup>e</sup> division parachutiste. Après l'indépendance de l'Algérie, en 1962, le 2<sup>e</sup> REP est basé à Bou-Sfer. Durant cette période, sous l'impulsion du colonel Caillaud, ses quatre compagnies de combat se spécialisent (combat urbain, combat en montagne, opération amphibie, sniper et destruction).

En juin 1967, le 2<sup>e</sup> REP s'installe au camp Raffalli à Calvi, en Corse, casernement qu'il occupe toujours aujourd'hui. Unité d'élite professionnelle, ce régiment intègre la 11<sup>e</sup> division parachutiste (11<sup>e</sup> DP) dès sa création en 1971. Il participe, depuis lors, à de nombreuses opérations extérieures : au Tchad (1969-1970, 1978-1979, 1984-1988, 1994-1998), à Djibouti (1976, 1991-1992), au Zaïre (mai-juin 1978), au Liban (1982), au Gabon (1990), au Rwanda (1990), en Somalie (1992-1993), en ex-Yougoslavie (1992-1993, 1995-1996, 1999 et 2001), au Congo (1996, 1997), en République centrafricaine (1996-1997) et en Côte-d'Ivoire (2003).

Le 2<sup>e</sup> REP est actuellement l'un des quatre régiments d'infanterie de la 11<sup>e</sup> brigade parachutiste qui a succédé à la 11<sup>e</sup> DP. Ses 1 100 légionnaires se répartissent en neuf compagnies, parmi lesquelles quatre compagnies de combat et une compagnie de réserve.

Le régiment totalise 7 citations à l'ordre de l'armée. Il est titulaire de la fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur avec olive TOE (théâtre d'opérations extérieures). Son drapeau porte les inscriptions : "Camerone 1863" et "Indochine 1949-1954".



© ECPAD France

À Solenzara, embarquement à bord d'un avion gros porteur américain de camions français en mai 1978.

### L'envoi de troupes à l'étranger ou la "projection" :

La projection consiste à transporter et à déployer à l'étranger un volume de forces, pouvant comporter des éléments de l'une ou de plusieurs des trois armées et de la gendarmerie, nécessaires pour mettre fin à une crise. Cette action peut, dans certains cas, être internationale.

Si, à la fin des années 1960, l'envoi de troupes françaises à l'étranger n'est pas une priorité, cela devient, avec le développement de crises régionales et la fin de la Guerre Froide, l'une des quatre missions principales de la défense française qui sont, selon le *Livre blanc* de 1994, ouvrage fixant les objectifs généraux et les moyens nécessaires à la défense : "la dissuasion", "la prévention", "la projection" et "la protection".

La projection n'est cependant possible, ainsi que le démontre parfaitement l'opération sur Kolwezi en 1978, qu'avec des troupes professionnelles. Tout en développant ses moyens de projection aériens et maritimes nécessaires au transport, la France s'applique donc progressivement à mettre sur pied des forces susceptibles d'être à tous moments et très rapidement envoyées à l'étranger. Le processus de professionnalisation des forces armées déjà amorcé dans les années 1970, avec la création de la 11<sup>e</sup> division parachutiste et de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine, va donc s'accélérer. La force d'action rapide (FAR), créée en 1983, qui compte alors cinq divisions spécialisées en grande partie professionnalisées, regroupe les moyens d'intervention terrestres. Enfin, avec la professionnalisation des armées à partir de 1997, l'ensemble des forces françaises est désormais susceptible d'être projeté sur des théâtres d'opérations variés, en coalition si nécessaire avec des pays alliés ou sous un mandat de l'Organisation des Nations unies (ONU).

20 août 1908	Le Congo devient une colonie belge.
30 juin 1960	Indépendance du Congo, pro-occidental.
13 août 1960	Indépendance de la République centrafricaine, pro-occidentale, ancienne colonie française.
15 août 1960	Indépendance du Congo dit "Congo-Brazzaville", pro-occidental, ancienne colonie française.
1960-1963	Guerre civile au Congo durant laquelle le Katanga tente de se proclamer indépendant.
24 octobre 1964	Indépendance de la Zambie, pro-occidentale, ancienne colonie anglaise.
24 novembre 1965	Au Congo, prise du pouvoir, à l'issue d'un coup d'État, du général Sese Seko Mobutu, chef de l'armée.
31 décembre 1969	Instauration d'une République populaire au Congo dit "Congo-Brazzaville".
31 octobre 1970	Le général Mobutu élu président du Congo.
21 octobre 1971	Changement de dénomination du Congo en Zaïre.
19 mai 1974	En France, Valéry Giscard d'Estaing élu président de la République.
22 mai 1974	Signature, entre la France et le Zaïre, d'un protocole de coopération militaire.
Juin 1975	Échec d'un complot contre Mobutu.
25 juin 1975	Indépendance du Mozambique puis avènement, dans les mois qui suivent, d'une République populaire.
7-9 août 1975	Visite de Valéry Giscard d'Estaing au Zaïre.
11 novembre 1975	Indépendance de l'Angola et avènement d'une République populaire.
21 mars 1976	L'Éthiopie devient une république populaire.
Mars-avril 1977	Première guerre au Shaba : opération franco-marocaine baptisée "Verveine".
22-25 mars 1977	Prise du pouvoir des militaires au Congo.
Février 1978	Au Zaïre, échec d'un complot contre Mobutu.
<b>17 mai-16 juin 1978</b>	<b>Seconde guerre au Shaba, crise de Kolwezi : opération française baptisée "Léopard".</b>
14 juin 1978	Arrivée au Zaïre d'une force interafricaine.

Pour en savoir plus :

Dufour Jean-Louis, *Les crises internationales de Pékin (1900) au Kosovo (1999)*, 2000.

Sergent Pierre, *2<sup>e</sup> REP, Algérie-Tchad-Djibouti-Kolwezi-Beyrouth*, 1985.

"Les opérations aéroportées", in *Objectif doctrine* n° 37, avril 2003.



© Légion étrangère

Monument aux morts de la Légion étrangère, Aubagne.

Photo de couverture : Défilé du 2<sup>e</sup> REP à Lubumbashi - © ECPAD France.